

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 31/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIMMOB

Route d'Angoulême
17160 Matha

Références : 0007204004/2026/ 223
Code AIOT : 0007204004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SIMMOB implanté Route d'Angoulême 17160 Matha. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMMOB
- Route d'Angoulême 17160 Matha
- Code AIOT : 0007204004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le travail des panneaux de bois. Créée en 1965 sous le statut d'une SARL, la Société Industrielle des Meubles Modernes BIAIS (SIMMOB) prend celui de SA au 1^{er} janvier 1966. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de meubles de bureau et de meubles en kits commercialisés par la grande distribution et des centrales d'achats.

Les activités sont encadrées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du n°06-2480 du 13 juillet 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspection du 26/10/2023	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 1.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 11.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Projet de réorganisation du site	Autre du 02/05/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de l'inspection que la cessation de l'activité de peinture doit être régularisée. D'autre part, l'exploitant, compte tenu des différents décrets parus au cours des dernières années, doit se positionner sur les règles de procédures qu'il souhaite se voir appliquer (règles de procédure de l'autorisation ou de celles relevant du régime de l'enregistrement). L'exploitant doit également apporter des justificatifs sur le dimensionnement de son désenfumage et poursuivre la mise à jour de son porter à connaissance de réorganisation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection du 26/10/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Transmission d'un porter à connaissance			
Prescription contrôlée :			
N° de nomenclature	Activité	CAPACITÉ	Classement (1) (2)
2410.1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW	600 kW	A 1 km
2910.B	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. B) Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW	Combustible : déchets de panneaux de bois P = 1,7 MW	A
1530.2	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité stockée étant : 2. supérieure à 1000m ³ mais inférieure ou égale à 20 000m ³	Dépôt de 1425 m ³ de bois - panneaux, palettes et cartons d'emballages	D
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. <i>Le volume des entrepôts étant :</i> 2. supérieur ou égal à 5000m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	Stockage de 800 t de mobilier en kit sous emballage dans un entrepôt couvert de 25 000 m ³	D

N° de nomenclature	Activité	CAPACITÉ	Classement (1) (2)
2940.2.b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile, ...) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est :</p> <p>b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une chaîne de vernissage par enduction et séchage aux UV - Une cabine de pulvérisation à rideau d'eau. <p>Qté maximale de produits mis en œuvre sur les deux installations: 77 kg/j</p>	D
2920.2.b	<p>Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa,</p> <p>2. comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	<p>3 compresseurs d'air à vis de 52 kW, 37 kW et 44 kW respectivement soit P totale = 133 kW</p>	D
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW</p>	P = 281 kW	D

Constats :

Rappel de la demande formulée en 2023 :

« Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois un porter à connaissance intégrant la mise à jour complète du tableau des rubriques ICPE visées par l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, en veillant à exprimer les capacités du site dans l'unité prévue par la rubrique ICPE. »

L'exploitant a transmis par courriel du 2 mai 2024 une proposition de mise à jour administrative de son site. Le classement proposé par l'exploitant fait état des rubriques suivantes :

N° de nomenclature	Activité	CAPACITÉ	Nouveau Classement
2410.1	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW.	600 kW	E
2910.B	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres	Combustible : déchets de panneaux de bois	E

N° de nomenclature	Activité	CAPACITÉ	Nouveau Classement
	<p>rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	P = 1,7 MW	
1510.2	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>2b. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 900 000 m³</p>	CVolume total du groupe d'IPD : 64 000 m ³	E
2940.2.b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile, ...) à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est :</p> <p>b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour</p>	<p>- Une chaîne de vernissage par enduction et séchage aux UV</p> <p>- Une cabine de pulvérisation à rideau d'eau.</p> <p>Qté maximale de produits mis en œuvre sur les deux installations : 6 kg/j</p>	NC
2920.2.b	<p>Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa,</p> <p>2. comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant :</p>	3 compresseurs d'air à vis de 52 kW, 37 kW et 44 kW respectivement soit P totale = 133	Suppression de la rubrique

N° de nomenclature	Activité	CAPACITÉ	Nouveau Classement
	b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	kW	
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	P = 52 kW	D
1432.2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 <u>seuil de classement</u> : représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³	Teinte à l'eau 2 ^{ème} cat Solvants de 1 ^{ère} cat Vernis UV de 2 ^{ème} cat Vernis solvanté 1 ^{ère} cat Huiles moteur et de coupe soit C équivalente < 0,7 m ³	Rubrique supprimée
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : <u>seuil de classement</u> : supérieure à 100 kW	Un broyeur à déchets de bois P = 16 kW	NC

Dans le porter à connaissance de la situation administrative, les volumes de la rubrique 1530 ont été intégrés dans les volumes à prendre en compte sous la rubrique 1510.

L'exploitant précise également dans son porter à connaissance de mise à jour de sa situation administrative que le site n'est pas classé au titre des rubriques 4120, 4150, 4320, 4331, 4510 et 4511. Il ne s'est pas positionné sur la rubrique 1978 de la nomenclature, ni sur la 1532 notamment au regard de la dernière version du projet de réorganisation.

À la suite de la visite de 2023, un arrêté préfectoral de mise en demeure, signé le 8 avril 2024, demandait notamment à l'exploitant de remettre un échéancier de mise en conformité suite à des dépassements de valeurs limite sur sa chaufferie. Par courrier du 25 novembre 2024, l'exploitant apportait les éléments de réponse à la mise en demeure. Il s'engageait notamment à mettre en œuvre un nouveau dispositif de filtration pour les poussières. La commande des équipements a été effectuée en janvier 2025 et l'exploitant a procédé à son installation en juillet 2025. Il annonce un rendement d'abattement théorique (spéc. constructeur) de 99 % des émissions de poussières. De nouveaux contrôles sont prévus début 2026 afin de s'assurer du respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des informations de son porter à connaissance, l'exploitant ne relève plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au regard de la rubrique 2940. Un dossier de cessation d'activité incluant les attestations nécessaires doit être déposé auprès de la préfecture.</p> <p>L'exploitant complète sa mise à jour administrative, notamment au regard des rubriques 1532 au regard de la dernière version du projet de réorganisation et de la 1978 de la nomenclature. Il se positionne également sur les règles de procédure qu'il veut voir appliquées à son site (Autorisation ou Enregistrement). Sur cette base, l'inspection des installations classées proposera un arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Le porter à connaissance relatif à la réorganisation du site doit notamment comprendre un récolement aux différents arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les dispositions qui lui sont applicables.</p> <p>Enfin, l'exploitant transmet les résultats du contrôle des rejets atmosphériques de sa chaudière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties des solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion des solvants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie de la quantité annuelle de solvants qui pourrait lui permettre de ne plus être soumis à l'obligation de mettre en œuvre un plan de gestion (simplifié à partir d'une tonne/an ou complet au-delà de 30 tonnes/ an).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 11.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Désenfumage : [...] Toutefois, la partie de local supérieure à la hauteur utile sous ferme comporte, à concurrence d'au moins de 2 p. 100 de sa surface, des éléments judicieusement répartis permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur ou mise à l'air libre directe). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés d'autre part, des dimensions du local ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture. Cette disposition n'est pas obligatoire dans le cas de locaux ou de certaines de ses parties qui seraient continuellement ouvertes sur la hauteur utile sous ferme et sur au moins leur demi-périmètre. Les valeurs précitées de 2 p. 100 et 0,5 p. 100 sont applicables pour chacune des cellules du local. La ou les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone éventuelle de 8 mètres sans ouverture visée ci-dessus.[...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la valeur des 2% relative au désenfumage de ses locaux à risques dont 0,5 % de la surface sont assurés par des exutoires de fumée. La visite d'inspection a permis de procéder à un examen visuel de la présence du dispositif de manœuvre d'évacuation des fumées n°51. des extincteurs et du RIA n°4 + manivelle, qui n'appelle pas d'observation particulière. Le dispositif de manœuvre de l'exutoire n°42 a également fait l'objet d'un contrôle visuel, la manivelle et le câble d'actionnement étaient en bon état. Néanmoins, un encombrement de la zone par des batteries ne permettait pas un accès facile à la zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments permettant de justifier que les 2% de surface consacrée au désenfumage dont 0,5 % assuré par des exutoires de fumée sont bien atteints sur les toitures des bâtiments des zones à risques. La zone encombrée identifiée dans le point de contrôle doit être dégagée. D'une manière générale, les accès aux moyens de lutte contre l'incendie doivent être laissés libres en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 14.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 110 mm de diamètre dont un est implanté à 100 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie, pendant 2 heures,- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des robinets d'incendie armés situés à proximité des issues de chaque local présentant des risques d'incendie. Ces robinets sont protégés contre le gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ; [...] Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. [...]
Constats : Les poteaux incendie présents autour du site sont vérifiés par la RESE tous les deux ans. Le dernier contrôle réalisé en 2025 montre qu'un poteau est en écart sur le débit. L'exploitant précise qu'il a pris contact avec le gestionnaire du réseau pour résoudre le problème. L'établissement possède des RIA et des extincteurs. 22 RIA sont répartis sur la totalité du site. L'exploitant indique qu'une certification Q5 est en cours mais que plusieurs sujets sont en cours de traitement pour l'obtenir : <ul style="list-style-type: none">- une faiblesse sur le nombre de vannes de coupure a été relevée ;- les supportages propres aux diamètres de tuyauteries sont exigés par le R5. Il s'est engagé à lever les observations formulées dans le rapport d'audit. L'exploitant a présenté le contrôle annuel des extincteurs réalisé le 20/08/2025 par INSEPRO et celui relatif aux RIA du 8/08/2025 réalisé par la même société. Ces deux rapports ne mettent pas en évidence de non-conformités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informe l'inspection des solutions apportées par le gestionnaire de réseau pour retrouver le débit nominal attendu sur les poteaux incendie. Les vannes de barrage doivent figurer sur le plan de maillage ainsi que les secteurs isolés. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Projet de réorganisation du site

Référence réglementaire : Autre du 02/05/2024

Thème(s) : Autre, Avancement du projet de réorganisation

Prescription contrôlée :

Avancement du porter à connaissance de réorganisation du site

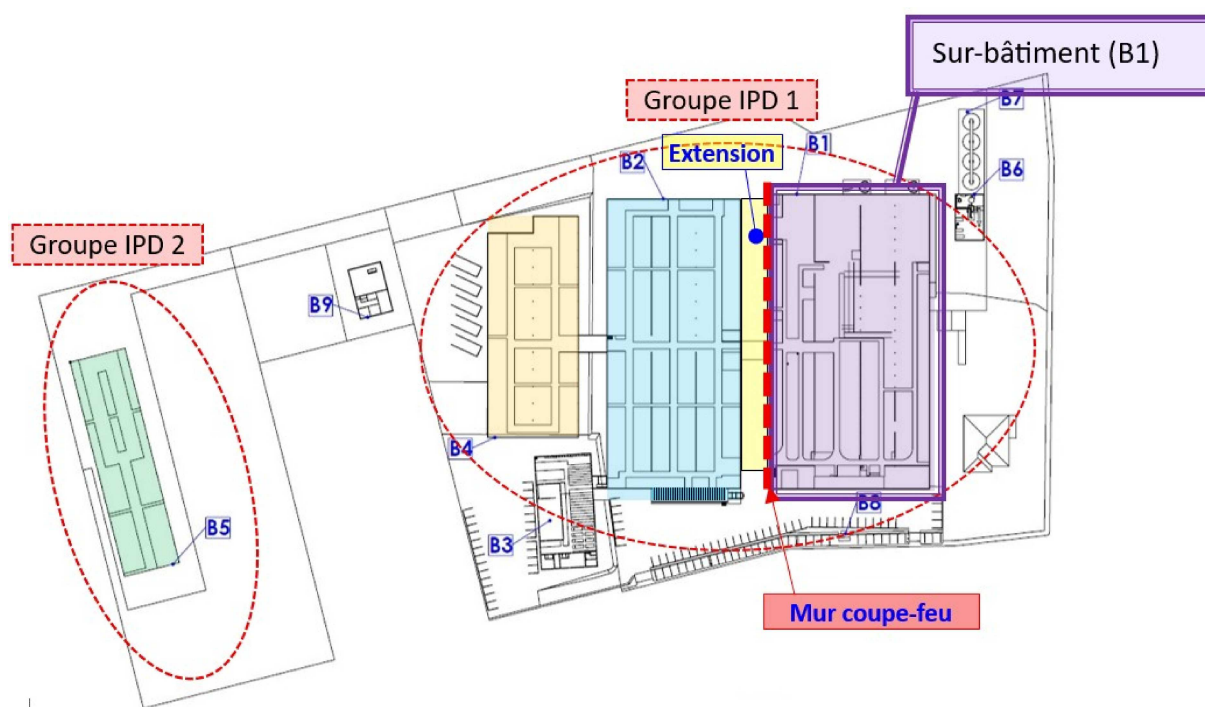
Constats :

L'exploitant progresse dans son projet de réorganisation de son site. À ce stade, l'objectif est de regrouper les bâtiments B1 et B2, actuellement séparés par une bande d'environ 2m avec un passage entre les deux bâtiments, avec d'un côté une partie production et de l'autre, une partie réservée au stockage 1510. Plusieurs échanges ont eu lieu au cours de l'année 2025 notamment en vue de répondre à certaines problématiques identifiées par l'exploitant au regard des prescriptions techniques applicables.

En septembre 2025, le projet de réaménagement évoluait avec notamment une nouvelle proposition de la part de l'exploitant consistant en :

- la construction d'un sur-bâtiment sur le bâtiment B1 actuel.
- la construction d'une extension (1000 m²).
- La construction d'un mur séparatif coupe-feu REI120 entre l'extension et le bâtiment B1.

Le schéma suivant illustre le projet envisagé :



En décembre 2025, à la suite de nouveaux échanges complémentaires, la DREAL rappelait à l'exploitant la nécessité de considérer son projet de sur-bâtiment comme une construction neuve et à ce titre de respecter l'ensemble des prescriptions associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet au préfet une version actualisée de son porter à connaissance de réorganisation intégrant notamment les solutions techniques définitives retenues, le récolement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales et le calendrier de travaux associé afin de répondre à la réglementation.

La forme de ce porter à connaissance pourra varier en fonction du choix de l'exploitant relatif aux procédures applicables (Règles de procédures de l'autorisation ou de l'enregistrement).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois